

L'ÉCONOMIE

LES AMÉLIORATIONS SURVENUES EN SASKATCHEWAN

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, comme un peu partout ailleurs au Canada, l'économie de la Saskatchewan donne des signes de vigueur depuis l'élection du gouvernement progressiste conservateur en septembre 1984. Le chômage a diminué, le nombre d'emplois créés s'est accru et la situation générale de l'investissement s'est remarquablement améliorée.

Les faits et les chiffres dont je vais faire état témoignent de l'importance et de l'ampleur des améliorations survenues dans l'économie en dépit des difficultés subies par la Saskatchewan à la suite d'une terrible sécheresse pour une deuxième année consécutive. Le niveau de l'emploi continue d'augmenter en Saskatchewan; en tout, quelque 17,000 nouveaux emplois ont été créés depuis les élections. Le taux de chômage est passé de 8.4 p. 100 en septembre 1984, à 8.2 p. 100 à l'heure actuelle. Le nombre des faillites a diminué de 9 p. 100 au cours des premiers 11 mois de 1985 par rapport à la même période en 1984. Le nombre des mises en chantier dans les zones urbaines pour le mois de décembre 1985 ont augmenté de 23.3 p. 100 par rapport à décembre 1984.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante rapporte que 36 p. 100 des petites entreprises de la Saskatchewan comptent augmenter le niveau de leur mise de fonds dans les mois à venir et que 22.9 p. 100 d'entre elles projettent d'augmenter leur personnel.

Dans le secteur de l'énergie, au cours des 11 premiers mois de 1985, 3,406 puits ont été achevés par rapport à 2,624 dans la même période l'année précédente. Ce chiffre représente une augmentation de près de 30 p. 100 depuis les élections. Les exportations au cours des 10 premiers mois de 1985 ont augmenté de 7.1 p. 100 par rapport à la même période l'année précédente.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

LES POLITIQUES NATIONALES DU GOUVERNEMENT

Mme Carole Jacques (Montréal-Mercier): Monsieur le Président, depuis que notre parti est au pouvoir, les libéraux ont tenté par tous les moyens de faire croire que les députés progressistes conservateurs du Québec n'ont pas défendu les intérêts de la province de Québec avec vigueur. Comme c'est faux! Notre gouvernement s'est montré plus qu'attentif aux inquiétudes de l'électorat québécois que les libéraux ne l'ont été. Pour ne citer que quelques exemples, mentionnons qu'il y a eu Domtar, Hyundai, l'obtention du délai en ce qui a trait à Gulf et Pétromont.

Les gens de ma région se souviennent vivement de la façon dont les députés et les ministres libéraux sont demeurés passifs pendant que, les unes après les autres, les raffineries de l'est de Montréal ont fermé leurs portes. Ils n'ont pas eu le courage de défendre les intérêts de leurs électeurs. Ils ont gardé le silence pendant que leur Programme énergétique national démantelait

Questions orales

l'industrie pétrolière et provoquait la fermeture de plusieurs raffineries, dont trois dans l'est de Montréal.

Eh bien, monsieur le Président, nous, les députés conservateurs, nous avons agi. Nous nous sommes battus au nom des citoyens de nos circonscriptions et pas seulement lorsque cela nous convenait.

Les politiques nationales que notre gouvernement a instaurées profiteront au pays tout entier. La preuve en est déjà très apparente. Je tiens à rassurer mes électeurs, ainsi que tous les Québécois et Québécoises, Canadiens et Canadiennes, que nous, les conservateurs, nous sommes engagés à défendre leurs intérêts avec vigueur et célérité afin de bâtir . . .

Des voix: Bravo!

M. le Président: Je regrette d'interrompre l'honorable députée, mais son temps de parole est écoulé.

• (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR—L'INTERVENTION DE LA BANQUE DU CANADA

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Ce n'était pas mal, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je voudrais poser une question si je peux au ministre des Finances. Hier, le dollar canadien est tombé au plus bas niveau de toute son histoire.

Mme Copps: Le Diefenbuck.

M. Turner (Vancouver Quadra): Quel a été le montant de l'intervention de la Banque du Canada sur les marchés des changes internationaux pour soutenir le dollar canadien ces deux dernières semaines et particulièrement ces deux derniers jours?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, en tant qu'ancien ministre des Finances, le député devrait savoir la réponse à cette question. Ces informations sont communiquées à la fin du mois, le deuxième jour ouvrable du mois qui suit celui des transactions. C'est à ce moment-là qu'il aura cette information.

M. Lapierre: Il ne sait pas.

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est ce genre de réponse, monsieur le Président, qui aggrave la confusion des marchés financiers et des marchés des changes.

Des voix: Bravo!

Une voix: Aucune direction. Aucun leadership.

M. Turner (Vancouver Quadra): D'après tous les indicateurs, monsieur le Président, rien n'explique vraiment la chute du dollar canadien sauf la constatation par les marchés internationaux que la gestion de l'économie canadienne laisse à désirer.